

ETUDIANTS CONTRE BUREAUCRATES

A PRES un an d'apparente stabilité (1), l'U.E.C. vient d'entrer dans sa plus grave crise depuis sa création en 1956.

En effet, le dernier Comité national réuni le 16 janvier a décidé de dissoudre le bastion de l'opposition révolutionnaire : le secteur Lettres de Paris. Cette mesure exceptionnelle, et d'ailleurs antistatutaire, reflète l'échec total de la direction du P.C. dans sa tentative de reprendre en main l'U.E.C. La dissolution de cette organisation régulière de 400 adhérents (l'U.E.C. en compte environ 2.000 en tout !) a été décidée par le Bureau politique du P.C.F. après une rencontre avec le secrétaire général de l'U.E.C., elle confirme qu'aujourd'hui le P.C. préfère liquider purement et simplement son organisation étudiante plutôt que de laisser se développer une opposition de gauche qui risquerait de devenir dangereuse à un moment où ce parti se socialise-démocratise de plus en plus.

Après l'exclusion de près de 50 militants de gauche à Lyon, il est clair que la décision du Comité national, loin de mettre un terme à cette crise, la précipitera.

Le temps est fini où il suffisait d'un murmure de la direction du Parti communiste pour exclure la moindre opposition. L'ancienne majorité « suviste » du VIII^e Congrès vient en effet d'éclater. Dix-huit membres du Comité national sur soixante ont donné leur démission. Parmi eux se trouvent six membres du Bureau national. Ce nouveau courant « critique », composé exclusivement d'anciens « pro-partis », est animé par les étudiants communistes de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. Ses caractéristiques sont encore confuses dans la mesure où, pour des raisons à la fois tactiques et politiques, il se refuse à développer sa ligne. D'une façon générale, cette tendance regroupe à la fois des jeunes « pro-partis » scandalisés des méthodes employées par la direction du parti et quelque peu désorientés de son cours droitier, et des militants qui sortent du stalinisme pour se diriger rapidement sur les positions du Parti communiste chinois. Refusant d'envisager le problème du stalinisme, ils se réfugient dans la « formation théorique », mettant sur le même plan la direction du P.C. et celle du secteur Lettres, qualifiée de « gauchiste, trotskyste, anti-léniniste ». Dans l'immediat, le P.C. évite de prendre des mesures contre ce courant, préférant le voir mettre en fiche le *Capital* et ne pas prendre de positions sur les problèmes politiques actuels.

Il n'en reste pas moins que cette tendance, jouant d'ailleurs de sa position provisoirement confortable d'arbitre, est décidée à intervenir, comprenant que son existence serait compromise sans le maintien de l'aile gauche dans l'organisation nationale.

Sous leur direction (ils se considéraient comme les seuls dépositaires de

la majorité du VIII^e Congrès) s'est constituée une direction parisienne de l'U.E.C., indépendante du Bureau national. Le « collectif » comprend sept secteurs ou facultés sur huit, dont le secteur Lettres reconnu comme seule organisation communiste à la Sorbonne.

Après avoir perdu de facto le contrôle de l'U.E.C., l'actuelle direction vient de perdre tout pouvoir sur Paris.

Désorientés par ce coup de force en retour inattendu, les stalinistes sont dans l'expectative. Ils s'efforcent de créer un nouveau groupe à la Sorbonne, contre le secteur Lettres qui, lui, continue normalement ses activités, pas plus troublé d'être « dissous » que ces rois de jadis « déposés » par des papes lointains et impuissants.

Une grande épreuve de force est engagée par tout les étudiants communistes de Paris pour la réintégration du secteur Lettres, à la veille du IX^e Congrès qui s'ouvrira le 30 mars. De nombreux cercles de province participent à cette lutte. La ville de Caen s'est solidarisée avec le secteur Lettres.

Cependant, il est clair que la direc-

tion du P.C. ne va pas tolérer très longtemps cette situation. Dans l'immediat, elle s'efforce de regagner son ancienne majorité par toutes sortes de promesses ; le but étant d'isoler les « gauchistes ». En cas d'échec, c'est-à-dire si la tendance E.N.S. (Ulm) refuse de s'incliner, et donc d'aller au IX^e Congrès sans le secteur Lettres, la direction du P.C. n'aura plus d'autre solution que de dissoudre l'U.E.C. et de recréer avec de nouveaux statuts une organisation unique de la J.C., étudiants compris, sous la direction directe des fédérations de la J.C.

En attendant, la gauche révolutionnaire s'organise. Lors de leur dernière assemblée générale extraordinaire, les militants du secteur Lettres ont décidé de continuer le secteur et ses activités, et de se battre pour la réintégration avec tous les secteurs parisiens, sans pour autant faire de concessions sur la ligne politique du secteur ou sur ses initiatives de masse.

La lutte engagée est une des plus difficiles ; elle réclame de la part des militants révolutionnaires qui la mènent la plus grande clarté, de façon à ce que l'ensemble des adhérents soient à même de comprendre la dynamique

de la situation et son explication. Pour que la gauche puisse continuer, quoi qu'il arrive, à développer les acquis de trois ans de lutte, elle doit s'efforcer de resserrer davantage ses liens avec la masse étudiante, en multipliant entre autres les initiatives contre la guerre du Vietnam. Elle doit aussi, parallèlement, se soucier de l'éducation politique des militants, de façon à limiter le plus possible le découragement qui risque de gagner une partie des adhérents.

Les perspectives de reconstruction du parti révolutionnaire, liées à l'analyse correcte du stalinisme, représentent aujourd'hui le problème essentiel à discuter. De sa compréhension découleront toutes les possibilités d'avenir. Le secteur Lettres de l'U.E.C. n'est plus isolé. De nombreux jeunes suivent son combat. Pour la première fois en France la direction du P.C. vient de s'apercevoir qu'elle ne peut plus liquider ses opposants comme par le passé. Il appartient au secteur Lettres de l'U.E.C. de montrer aujourd'hui que les jeunes militants révolutionnaires non seulement ne s'inclinent pas, mais sont capables d'organiser la jeunesse pour le socialisme. ANCELOT.

CERCLE KARL MARX

L'AVANT-GARDE ETUDIANTE ET LA CRISE DU MOUVEMENT COMMUNISTE

La salle sera indiquée ultérieurement par tracts et invitations
PALAIS DE LA MUTUALITÉ
le 11 mars, à 21 heures

DEMAIN LES FEMMES

Demain les femmes... Titre prometteur. Ce livre est, dans son détail, très riche : Evelyne Sullerot s'attaque à toutes les vieilles idées concernant les femmes. Son premier soin : revenir sur la notion de complémentarité, utilisée le plus souvent pour justifier la position inférieure de la femme dans le couple. Elle posera donc en principe qu'homme et femme « sont égaux en droit sinon en nature » mais que cela « ne conduit pas fatalement à l'indifférenciation et à l'homogénéisation ». Différenciation, mais pas selon le concept freudien qui définit la sexualité féminine à partir de la sexualité masculine, permettant « un renforcement puissant des images conventionnelles du féminin et du masculin, accusant les différences et la complémentarité, l'homme étant le terme premier ».

Maintenant, il faut passer au crible toutes les attitudes qui relèvent plus ou moins des conceptions patriarcales, telles la valeur accordées à la virginité, la culpabilisation de l'allaitement artificiel ou du travail féminin hors du foyer. Le problème de la maternité nous entraîne dans la fiction qui sert ici à montrer la liberté que gagnerait la femme par la réduction à quelques semaines de la période de gestation

et la suppression de l'accouchement. Dans le domaine de l'activité pratique journalière, la femme est la bête de somme, et Evelyne Sullerot envisage sa libération par la création de systèmes collectifs : crèches, garderies, blanchissage, plats préparés, dont elle laisse la création au bon vouloir des gouvernements.

Tout ceci n'est qu'un bref aperçu des problèmes traités, ils sont en fait beaucoup plus nombreux.

Mais si, dans la critique du monde réel, Evelyne Sullerot est précise, quasi audacieuse, sur le plan prospectif il nous fait enregistrer une absence de vues à long terme. L'horizon est limité : concernant le travail des femmes, l'auteur nous conseille de faire confiance à la Commission de main-d'œuvre du Commissariat du Plan. Le vocabulaire utilisé nous donne quelques aperçus de ses perspectives : équité, nation, les gouvernements, etc., tout cela nous laisse en-deçà de l'analyse des rapports sociaux et de leur influence sur la situation des femmes. Et la conséquence, c'est que l'auteur a la seule perspective d'une société bureaucratifiée à l'extrême, sur laquelle rien n'est dit qui concerne les rapports de classes : « une aristocratie de l'intellect, suractive, tiendra en

main tous les secteurs de décision, l'avenir, le pouvoir (et) une masse de non-actifs jouira de plus de temps libre, de plus de facilités de consommation, mais n'aura que peu de part à la gestion du pays et encore moins à l'élaboration des lendemains ». Si une telle utopie (réactionnaire) se réalisait on ne voit pas comment s'y résoudraient harmonieusement les rapports du couple et le destin des femmes.

Accordons à Evelyne Sullerot qu'elle a quelque excuse à ne pas entrevoir ce que pourrait être un avenir de la femme dans la société socialiste, alors que les exemples dont elle dispose sont ceux des Etats ouvriers bureaucratifiés. N'a-t-on pas créé la décoration de la « Gloire Maternelle » et la « Médaille de la Maternité » en URSS ? N'y a-t-on pas rendu le divorce payant ? Le sort des femmes, dans la société bourgeoise, ne peut évoluer très lentement, et le « Demain » d'Evelyne Sullerot ne voit pas au-delà de cette société. C'est dommage, car les premières étaient bonnes.

Cœur Meurtri.

(1) Evelyne Sullerot — « Demain les femmes », Ed. Laffont-Gonthier, Collection « Inventaire de l'Avenir », 1965, 270 p.

UN TIERCE QUI PEUT MENER A DES LUTTES

(Suite de la page 1)

réelles de F.O. à organiser un tel mouvement (1). Les derniers événements ont mis en évidence, s'il en était encore besoin, la véritable orientation de la direction F.O. Son anticommunisme borné et son refus de l'unité d'action l'ont fait s'accrocher aux basques du patronat auquel elle demande, pour pouvoir sauver la face, de faire preuve de bonne volonté en matière de politique contractuelle. On en est là ; Bergeron dit que sa centrale prendra « ses responsabilités » en matière de discussions paritaires et d'action directe, mais aucun travailleur ne doit ignorer aujourd'hui que la direction F.O. sabote les possibilités de relancer les luttes et de remporter des victoires. La véritable responsabilité à prendre, et déjà des cadres de fédération F.O. l'ont prise, c'est de passer à l'action unitaire depuis le niveau fédéral jusqu'à celui de l'entreprise.

Maurice Labl, dans la *Révolution Proletarienne* (n° 512) explique le choix qu'ont à faire les militants de F.O. : la division syndicale et la soumission de classe ou l'unité syndicale et la lutte revendicative. C'est dans cette seconde voie que « sont engagés la majorité des syndicats et fédérations dont les revendications sont semblables à celles qui ont fait l'objet de l'accord C.G.T.-C.F.D.T., et qui pratiquent depuis longtemps l'unité d'action ». Indiquons également, à propos du « paritarisme » que la fédération des cheminots F.O. refuse de siéger dans les commissions Grégoire, ce qui montre assez clairement que la politique des dirigeants confé-

déraux F.O. n'a pas toujours l'heur de plaire et qu'elle ne saurait être un objectif pour les militants de cette centrale.

Si l'anticommunisme sert de motivation à la direction F.O. pour ne pas souscrire aux accords du 10 janvier, c'est l'anticléricalisme qui semble justifier les hésitations du S.N.I. ; plus exactement, Pierre Desvalois, dans l'École Libératrice (2), se plaint de ne pas avoir de garanties suffisantes de la « laïcisation » de la C.F.D.T. pas plus que du respect par cette centrale de la Charte d'Amiens, puisqu'elle soutenait en juin 1965 l'opération Defferre. Mais quand on ne veut pas faire quelque chose, on trouve toujours des tas d'arguments, et, contrairement au dirigeant du S.N.I., nous pensons que l'unité d'action n'est pas « un alibi au maintien de la division ouvrière » mais l'unique moyen de la surmonter.

Quant à la F.E.N., il ne semble pas qu'elle ait apporté une réponse aux appels qui lui sont adressés par la C.G.T. et la C.F.D.T. Est-ce que cela tient à l'orientation de chacune des tendances qui composent ce « cartel » ? On sait que certains ne se sont jamais montrés favorables ni à la C.F.D.T., le syndicat chrétien, élément parajuridique déterminant de l'intégration du mouvement ouvrier, ni à la CGT « stalinienne » qui accepterait aussi l'intégration. On sait également la tendance de certains dirigeants à se contenter de l'unité sans contenu réel et à discourir sur cette unité là. Mais il reste que les salariés pourraient au cours des luttes fort bien met-

tre la F.E.N. et le S.N.I. en demeure de prendre une position claire.

On ne peut attendre que des perspectives politiques enthousiasmantes soient ouvertes pour travailler à la relance des luttes ; on risquerait, en raisonnant ainsi, d'attendre longtemps. En fait, le seul point de départ dont dispose le mouvement ouvrier, c'est le bilan des présidentielles et l'accord du 10 janvier. C'est pourquoi il est important, il est urgent, de répercuter à la base ce qui vient d'être réalisé au sommet. Aujourd'hui le moyen (presque unique) de peser efficacement sur le cours droitier de la politique des directions réformiste et néo-réformiste, se trouve dans l'application et l'extension des accords, limités pour l'instant à la C.F.D.T. et la C.G.T. ; application par la création de véritables comités intersyndicaux de lutte au niveau des entreprises ou des divers secteurs de la fonction publique ; extension en montrant, dans la lutte, sur quelles revendications politiques il faut se battre pour garantir les victoires futures.

Les 5 et 19 décembre 1965 ont ouvert la voie à un changement du climat politique et social ; les accords du 10 janvier, si maigres soient-ils, peuvent et doivent absolument conduire à des luttes et à une généralisation des luttes.

Antoine VALLON.

(1) Voir l'Internationale, n°29, janvier 1965.

(2) L'École libératrice n° 15, 21 janvier 1966.